



**CSE-Central GRDF du 16 septembre 2020**

## **Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance**

Monsieur Le Président

**Décision stratégique d'ENGIE pour découper le groupe, plus de 2/3 des salariés sur la sellette**

Cet été ENGIE a publié ses nouvelles orientations stratégiques qui s'orientent vers les services mettant en second plan la gestion du GAZ. Pendant plusieurs années, la Direction nous a assuré que le rebond ne pouvait venir que des solutions. En décembre 2019, on annonçait la séparation des réseaux de GAZ et le développement accru de la partie « Services ».

En mai de cette année, ENGIE prend une toute nouvelle direction en recentrant le Groupe vers le GAZ et les ENR. La CGT avait alors alerté sur les velléités de la Direction de supprimer plus de 15 000 postes dans le monde, dont 9 000 en France avec un possible démantèlement du Groupe.

Malheureusement nos inquiétudes se confirmèrent. Dans son communiqué de presse du 31 juillet puis lors de son interview du 1er août, le Président du CA du Groupe annonce froidement que : « deux tiers de nos activités sont plus éloignés du cœur du Groupe comme le montage électrique ou d'air conditionné et toutes les activités de Facility Management », précisant que cela représente environ 13 milliards ne parlant évidemment pas de l'impact social que cela engendre.

On nous annonce une mise sous revue stratégique de ces différentes activités de services, sans bien sûr dire qu'il faut comprendre : préparation d'une cession car il faut préciser que se séparer de 2/3 des solutions client revient à supprimer plus de 60 000 postes que ce soit chez INEO, AXIMA, COFELY ou ENDEL.

Non seulement cela serait un véritable saccage social et industriel, mais aussi un affaiblissement complet du Groupe.

La FNME CGT a alerté le Groupe que le fait de modifier tous les trimestres sa stratégie et ses orientations génère une incertitude, une anxiété et une perte de confiance pour les salariés, mais également pour nos marchés car personne ne comprend où va le Groupe.

**Engie serait-elle en danger ? Offensive de VEOLIA sur SUEZ !**

L'opération vise à faire fusionner les deux géants français de l'environnement, présents sur les mêmes métiers de la gestion de l'eau, des déchets et des services à l'énergie.

Cet été, une partition s'est jouée dans le plus grand des secrets avant de résonner début septembre dans l'actualité. À savoir, l'opération « sonate », de son nom de code, désignant l'offensive de Veolia sur Suez. Avec pour chacun des protagonistes un pseudonyme : « Vivaldi » pour Veolia, « Schubert » pour Suez, « Elgar » pour Engie...

Son objectif : fusionner les deux géants français de l'environnement, présents sur les mêmes métiers que sont la gestion de l'eau, les déchets et les services à l'énergie.

Il y a sept mois, lorsque Veolia présentait son plan stratégique 2020-2023, les ambitions du groupe étaient claires. Plusieurs actifs allaient être cédés (environ 3 milliards de cessions envisagées dans

des activités matures telles que la collecte des déchets, la construction des usines de traitement de l'eau) afin de pouvoir se concentrer sur d'autres activités, comme le traitement des déchets dangereux ou le recyclage du plastique.

Finalement, Veolia vient de déposer « une offre à 10 milliards d'euros pour s'attaquer à son double. Très différent de la stratégie annoncée en février dernier. Une volte-face étonnante donc, même s'il y avait eu une première tentative de fusion en 2012 bien différente à l'époque puisque c'était Suez qui avait cherché à séduire Veolia.

L'offensive de Veolia sur Suez relève en réalité de « l'opportunisme » après que le Président d'Engie, Jean-Pierre Clamadieu, a annoncé fin juillet que l'énergéticien, qui jusqu'ici se contentait du statu quo, mettait en vente sa participation de 32 % dans Suez.

### **Engie vend sa participation !**

Au fil des années, Engie est devenu un groupe très hétérogène. D'après les économistes le Groupe aurait besoin de simplifier sa structure et de faire le ménage dans son portefeuille. Stratégie que Jean-Pierre Clamadieu, patron d'Engie, a précisée fin juillet, à l'annonce de la vente de la participation dans Suez.

L'objectif : se séparer de plusieurs activités de service jugées peu rentables et parfois trop hétéroclites. Pour preuve, en plus de l'eau, du nucléaire et du gaz, Engie est aussi présent dans la gestion d'hôpitaux ou d'universités, les économies d'énergie, les installations électriques, la gestion de prisons privées ou encore l'élagage d'arbres.

Véolia a donc l'attention d'acquérir 30% du capital de SUEZ mis en vente par ENGIE.

La CGT alerte que dans ce genre de transaction financière, qui ne sont ni plus ni moins que des opérations capitalistiques, les salariés ne doivent en aucun cas être la variable d'ajustement de choix politiques, de stratégie de Groupe, de luttes entre sociétés privées dictés par le profit pour satisfaire le monde de la finance.

Dans cet univers impitoyable de la conquête aux profits, les Fédérations CGT Services Publics, Constructions, Transports, Energie et Métallurgie, ont décidés d'unir leurs moyens et leurs forces d'action dans l'intérêt général des salariés et des citoyens.

Mais que s'est-il passé en Bretagne cet été ?

Dans le Finistère la fuite d'une cuve de méthanisation à l'origine d'une pollution de l'Aulne.

Une pollution de l'Aulne a eu lieu le 20 août, dans le Finistère, touchant le réseau de distribution d'eau potable. En cause : une défaillance électronique sur l'une des cuves de la centrale de biométhane de Châteaulin. La consommation d'eau potable a été restreinte sur certaines communes. Selon un arrêté de la préfecture du Finistère, l'eau du robinet n'était plus bonne à boire dans cinquante communes du département à cause de cette pollution de l'Aulne due à une concentration élevée en ammoniac constatée par l'usine d'eau potable de Coatigrac'h, à Châteaulin. Cette usine, propriété du syndicat mixte de l'Aulne (SMA), a été mise à l'arrêt.

À l'origine de cette présence d'ammoniac dans l'Aulne : 400 m<sup>3</sup> de digestat (soit 400.000 litres), des résidus de méthanisation de matières organiques naturelles qui proviennent de la centrale de production de biométhane de Kastellin, exploitée par le groupe Engie.

Une défaillance du système électronique sur l'une des cuves contenant du digestat a entraîné, dans la soirée du 17 août, un débordement. Les résidus se sont déversés dans le bassin d'orage de la centrale, là où sont stockées les eaux pluviales, avant de s'écouler vers l'Aulne. Cette centrale biogaz est située à un kilomètre du fleuve côtier et en amont de l'usine d'eau potable.

**Le BIOMETANE faisant partie prenante des orientations stratégiques de GRDF, il serait peut-être opportun M. Le Président de prévoir dans les travaux du CSE C de GRDF un point d'information sur la situation du BIOMETANE dans l'entreprise tant sur le point économique, développement, investissement que sur le point organisationnel RH.**

#### Dialogue social

Cet été 3 Accords ont été signés, Abondement, Intéressement, mesure RH COVID. Après avoir utilisé la signature de notre DSC, Sébastien RAYA afin d'inciter les autres Organisations Syndicales à les signer, ces 3 Accords se mettent en place dans l'Entreprise surtout celui qui accompagne le PRA soit l'Accord RH COVID. Après que les managers de proximité en région aient expliqué aux agents techniques de terrain qu'ils n'auront rien, bien qu'ils aient été sur le front toute la période du confinement mettant en danger leur santé et celle de leur famille, on leur explique tout simplement qu'en fait ils ont exercé normalement leur activité ; précisant que ceux qui ont été le plus sollicités et ceux qui ont le plus donné durant cette période étaient le management lui-même. Cela a eu pour effet une colère légitime des agents techniques de terrain.

Rappelons quand même Monsieur Le Président que se sont eux qui étaient dehors, en contact avec l'extérieur alors que tout le monde était chez soi, se sont eux qui ont dû apprendre à travailler autrement avec toutes les mesures de protection sanitaires sans compter le nettoyage des outils, des véhicules, des EPI.... Alors que l'on ne vient pas nous dire qu'ils ont exercé normalement leur activité car nous aussi cela nous met en colère d'entendre ce genre d'affabulations !!

Afin d'apaiser les tensions actuelles et la colère des collègues, nous vous alertons sur deux points ; le premier sur le fait de demander aux Régions d'être attentives et appliquée sur l'application des critères pour la partie financière de cet Accord, le second sur votre réponse positive à notre demande d'avenant de cet Accord sur son Article 5.

Comptant sur votre volonté à ce que tous les collègues retrouvent une sérénité au travail. Nous sommes persuadés que vous ne souhaitez pas de préavis de grève sur le sujet !

#### Appel à la grève le jeudi 17 septembre !

Le pouvoir néolibéral aux commandes, depuis des années, saisit l'épidémie COVID pour accélérer la casse des emplois, des droits et des conquits sociaux.

Petite liste des attaques du secteur des Mines et de l'Énergie :

- Désintégration d'un modèle industriel intégré et optimisé
- Explosion du temps de travail et du stress
- Explosion des collectifs de travail
- Augmentation des factures pour les usagers
- Augmentation de la précarité énergétique
- Mise en danger de la sécurité d'approvisionnement en électricité et en gaz
- Destruction méthodique du Service Public de l'électricité et du gaz
- Externalisation des activités et augmentation de la sous-traitance en cascade
- Baisse massive des effectifs et perte des compétences industrielles
- Abandon des soignants de la CANSSM
- Perte constante du pouvoir d'achat depuis des années

- Attaques régulières et sournoises des Statuts et des Agents
- Attaque du système de retraite solidaire par répartition
- Attaque de la sécurité et protection sociale (CAMIEG et MUTIEG)

Sans oublier les décisions dogmatiques irresponsables de fermeture/arrêt (Fessenheim, Astrid, parc charbon, agences dans les territoires...), l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques, les plans de licenciements, les plans d'économies, les réorganisations débiles et les bureaux imaginés par des pseudo-ergonomes !

Alors, que faisons-nous ? Subir cette destruction que les directions appliquent en pitoyables exécutants du système ? Ils n'ont aucun remords à nous broyer : ils sont la classe et la caste méprisante de la domination. Les profits, les milliards, c'est pour eux !

Tout serait toujours de notre faute alors que ce sont eux les vrais destructeurs d'un système social et solidaire !

La FNME CGT, organisation syndicale de lutte des classes, ne laissera pas les travailleurs se faire tondre : trop, c'est trop !

NON à la casse sociale et industrielle !

NON à la précarisation !

NON à la passivité !

OUI à l'action !

Un autre monde est possible, nous avons des solutions humaines, sociales, solidaires, justes, équitables et respectueuses de l'environnement pour sortir de la crise.

**Alors mobilisons-nous, résistons, luttons, toutes et tous dans la rue en grève demain !!**

Pour conclure, Monsieur Le Président, je vous le dis souvent, mais c'est parce qu'à la CGT nous en sommes convaincus : NOUS TRAVAILLONS, NOUS PRODUISONS, NOUS DÉCIDONS.

À Paris,

Le 16 septembre 2020